



VERS UNE ÉCONOMIE HUMAINE. *Pensées critiques d'hier pour aujourd'hui :*

DESROCHE, LEBRET, LEFEBVRE, MOUNIER, PERROUX.

21 et 22 juin 2012

IMEC - Abbaye d'Ardenne
14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe - Caen



François Perroux (1903-1987)

“C’est à la faveur de l’ignorance que certaines doctrines fatales passent de l’esprit impitoyable des théoriciens dans le cerveau des multitudes”. Toute l’œuvre de François Perroux peut ainsi être résumée par Victor Hugo dans son discours *“Des Lettres, des Arts et des Sciences”*, prononcé en 1848 à l’Assemblée nationale. François Perroux n’a en effet eu de cesse, pendant plus d’un demi-siècle, de lutter contre une science économique, dominante certes, mais surtout inapte à comprendre la réalité : aussi est-il entré en conflit permanent avec les recommandations issues des interprètes de l’économie de marché.

Lire Perroux permet, dès lors, de comprendre pourquoi *la science économique ne peut en aucune façon être au service de l’intérêt général*. Mais, l’œuvre de François Perroux est bien davantage qu’une simple critique de la science économique. Son travail de déconstruction s’inscrit dans un projet plus ambitieux : la construction d’un cadre analytique susceptible d’appréhender la réalité, afin d’offrir un jeu de propositions politiques adaptées aux exigences de la réalité. Lire Perroux permet de comprendre comment il est possible de construire une *économie politique de l’intérêt général*.

Toute l’œuvre de François Perroux s’inscrit alors dans une dynamique créative en spirale entre les faits et les théories : ses réflexions *“puisent leurs racines au cœur de l’histoire de la pensée économique et sont le produit d’une observation aiguë de la réalité contemporaine”* (1978, p122). Pour Gérard de Bernis, *“cet aller et retour des concepts aux faits s’exprimera en particulier à cette époque dans son Cours d’Economie Politique (1937). Ce cours témoigne de ce que la pensée et l’enseignement de F. Perroux pouvaient avoir de novateur dans le milieu des Facultés de Droit de l’époque par sa méthode et par la nature des questions qu’il abordait. A un moment où nous sommes guettés, aujourd’hui, aussi bien par l’empirisme d’un côté que par la tendance à l’abstraction pure et à l’ignorance du réel de l’autre, ce cours conserve une grande actualité et demeure, à mes yeux, un exemple de ce que n’aurait jamais dû cesser d’être l’économie politique.”* (1978, p125)

Les nombreux bouleversements relatifs aux relations économiques internationales n’ont pas échappé à son analyse : les rapports entre l’Ouest et l’Est, le capitalisme et le socialisme, le désarmement et les conditions de paix, le Plan Marshall et les institutions internationales, la finance et la monnaie, les questions liées au dollar et à l’inflation, les États-Unis comme

économie internationalement dominante, etc. ; ainsi que les rapports entre le Nord et le Sud, l'indépendance des jeunes nations, l'aide internationale, etc. Sans, bien évidemment, oublier les questions relatives au commerce international et aux intégrations régionales. Aussi, la construction européenne a reçu une large attention dans ses écrits, en tant que projet de civilisation et de société comme du point de vue de l'intégration économique et des formes de coopérations ou de fédérations, sans négliger la problématique des frontières ainsi que les ambiguïtés de l'Europe. Par ailleurs, il était inenvisageable qu'il délaisse les questions relatives au sous-développement, au développement des jeunes nations, à la faim dans le monde, aux coûts de l'homme, aux stratégies d'industrialisation et de développement, aux coopérations régionales, à la dette publique, et bien d'autres.

Les bouleversements qu'il observe, sont concomitants avec la montée des compagnies et des industries modernes transnationales, et leur pouvoir structurant et déstructurant au travers des effets de domination entre la grande entreprise et la jeune nation, la petite nation comme la nation développée. Elles ne sont pas sans effets sur les sociétés. Cette industrialisation économique s'accompagne d'une industrialisation sociale et culturelle, une aliénation de la société, cependant qu'elle s'accompagne également d'une industrialisation humaine en ce sens qu'à mesure qu'elle avance, elle n'existe que par l'homme et ses potentialités créatives. Finalement, la dynamique du plus ou moins économique et du plus ou moins sociétale dépend des luttes-concours des pouvoirs, dont émergent les institutions.

L'industrialisation n'a pas que des effets positifs même s'ils sont le plus souvent invisibles dans un premier temps : la croissance peut-être appauvrissante. Les nombreux bouleversements ne sont pas sans influences, également, sur le rôle de l'État, soumis au marché et à ses règles à mesure que le XX^{ième} siècle évolue. Le rôle de l'État est de définir un projet en fonction des luttes sociales. Pour y parvenir, il peut chercher à planifier sa stratégie de croissance et de développement.

Ces sujets ne donnent qu'une vue partielle des travaux que Perroux n'a eu de cesse de développer à mesure des changements. Perroux a marqué la pensée économique française¹, par la pertinence et par la taille de sa production : un inventaire de ses écrits réalisés par l'ISMEA tient en rien moins que 80 pages : cours, conférences, articles, journaux, ouvrages, préfaces, correspondance, etc. Une liste déjà trop longue et cependant toujours incomplète. Sa bibliothèque éclectique couvre l'économie, la philosophie, la sociologie, la psychologie, les mathématiques, etc. Autant de sujets, de discours, d'écrits, de rencontres et de lectures, qui font de François Perroux « *l'économiste français le plus renommé, le plus fécond et le plus singulier de notre siècle* », un « Claudel de l'économie » (P. Drouin, Le Monde, 4 juin 1987).

Né à Lyon en 1903, François Perroux soutient sa thèse intitulée *Le Problème du profit* en 1926 et est reçu premier au concours d'agrégation d'économie politique en 1928. En France, le parcours académique de Perroux poursuit cette trajectoire remarquable, avec notamment la fondation de l'Institut des *Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées* (ISMEA) en 1944, la détention d'une chaire au *Collège de France* pendant vingt ans ou encore la direction de l'*Institut des Etudes et de Développement Economique et Social* (IEDES) dans les années 1960. Il fit par ailleurs naître nombre de revues encore publiées : *Economies et Sociétés*, *Economie Appliquée*, *Revue Tiers-Monde* et *Mondes en développement*.

A l'étranger, si son hétérodoxie militante lui ferma certaines, la reconnaissance de ses pairs fut indéniable. Perroux n'a cessé de parcourir le monde pour des conférences et des cours, tant dans les plus prestigieuses universités que dans les institutions internationales. Il est docteur *honoris causa* d'une vingtaine d'universités étrangères et membre d'une quinzaine de prestigieuses associations. Il a souvent été le *porteur* de ces économistes en France. Les

1 Et d'autres disciplines à l'image de la gestion et du management : Christophe Cariou, Ivan Dufeu et Patrick Leconte, 2007, « *François Perroux. Économie, pouvoir et stratégie* », *Les grands auteurs en stratégie*, Editions EMS, Paris, pp21-37.

soutiens et les premiers numéros d'*Economie Appliquée* les séminaires ISMEA auxquels les grands économistes de son temps ont participé, et qu'il a largement contribué à diffuser en France,² en sont un témoignage : J.M. Keynes, J. Schumpeter, E. Chamberlin, F. Hayek, P. Samuelson ou W. Leontief.

Autant d'éléments d'une vie, décrits minutieusement par Gérard de Bernis (1928-2010), qui a poursuivi et développé le travail engagé dans l'ISMÉA. La biographie qu'il écrit en 1978 est la plus représentative du parcours intellectuel et de la vie de l'économiste lyonnais³. Autant de caractéristiques qui mériteraient d'être plus amplement développées dans une biographie.

L'œuvre est d'autant plus saisissante et la manière de l'aborder d'autant plus difficile que, comme Gérard de Bernis le rappelle : "*Le choix d'un point d'entrée ne peut être qu'arbitraire dans une vaste construction qui, tout en se réalisant pièce par pièce, s'est pourtant présentée d'emblée comme un projet global*" (1978, p. 22). Mais, comment présenter la boîte et les outils développés, pendant plus d'un demi-siècle, sachant que "*toute l'œuvre de François Perroux, qui ne cède jamais à la facilité et exige un effort réel de la part du lecteur, tend à livrer cette leçon essentielle que seule une bonne connaissance des faits permet de produire une théorie satisfaisante tout autant que cette théorie est indispensable à la maîtrise de la connaissance des faits*" (1978, p124) ?

L'œuvre de François Perroux est cohérente et pertinente dans son objectif d'aller vers « *un savoir d'intention scientifique* » même si il semble difficile d'en rendre compte au sein d'une simple note biographique tellement elle est conséquente. François Perroux avait l'habitude de dire qu'il faut *changer les textbooks ou changer la réalité*. L'économie de marché n'est en aucune manière une représentation satisfaisante de la réalité de l'activité économique : ainsi, la contrainte et le don représentent deux procédés fréquents. L'appareil analytique se doit donc d'être renouvelé.

Au regard des réalités quotidiennes, est-il envisageable de considérer que nous vivons dans une économie et une société de marché ? Si l'économie de marché est UNE réalité, elle n'est d'aucune manière possible LA réalité. Aussi face aux idées reçues, *une critique exigeante invite à ne pas confondre indûment le schéma de la pratique marchande avec l'analyse de l'activité économique*. (1963, p.64) Il en ressort dès lors que ne considérer que l'échange et ses règles s'avère bien trop restrictif puisque une telle orientation nous amène à mésestimer le rôle non négligeable de la contrainte et du don, ou à la sous-estimer en la subordonnant à l'échange.

Perroux l'a démontré dès 1960, et en a pleinement tiré toutes les leçons : il faut fondamentalement renouveler l'appareil analytique inapproprié à considérer la contrainte, l'échange et le don. Aussi, *pour dépasser la rationalité étroite et enrichir la socialité pauvre des sociétés marchandes soumises aux vicissitudes de ce temps-ci, il n'est pas possible de se contenter d'études de détail et de descriptions externes. Il faut comprendre la logique la plus profonde d'un fonctionnement. C'est au niveau des concepts de base que l'efficacité limitée et la fraude certaine des sociétés marchandes peuvent être atteintes*. (1963, p15) Dès lors, il s'agit de reconsidérer la problématique de l'acteur et des relations entre les acteurs.

Si un économiste *d'intention scientifique* s'assigne comme objet d'appréhender et de comprendre la réalité des activités économiques, alors, il n'est pas question de nier l'existence d'une économie de marché, mais de refuser sa généralisation abusive et restrictive. La contrainte, l'échange et le don sont trois procédés présents dans tout acte économique. Il n'y a alors aucune raison de ne retenir que l'échange, ni, d'ailleurs, de subordonner la contrainte et le don à l'échange : l'observation de la réalité ne permet aucunement de valider un tel choix.

² M. Beaud et G. Dostaler, 1996, *La pensée économique depuis Keynes*, Seuil, Paris.

³ Gérard de Bernis 1978 "*La dynamique de François Perroux, l'homme, la création collective, le projet humain*", dans *Hommage à François Perroux*, Presses Universitaires de Grenoble, pp121-163.

Rappelons le jeu de propositions sur lequel fonctionnent une économie et une société de marché, afin de pouvoir en éviter *les fraudes*. Une société marchande *n'est pas toute société où se forment des échanges*, mais où *chaque homme subsiste d'échanges et devient une sorte de commerçant*. La "société" est alors elle-même une "société marchande". (1963, p. 10). De manière plus précise et fondamentale, cela signifie que *chaque échangiste, égal en droit à tout autre, comme citoyen, est censé bénéficier de chances égales au départ ; dans le cours de ses activités, il est mû par l'intérêt personnel dont la traduction immédiate et tangible est le gain en monnaie. Le marché supprime les adversaires et unit tous les agents contre les obstacles naturels*.

Toutefois, il n'est point besoin d'analyses approfondies pour s'apercevoir que dans les faits, l'échange, la contrainte et le don se combinent tant dans les motivations que dans les dynamiques de tout acte économique, hier comme aujourd'hui.

Nous visons la contrainte qui s'exerce sur les systèmes de préférences des sujets et sur les limites de leurs fonctions de l'emploi et de la transformation des biens. (1963, p15) *La théorie de la concurrence monopolistique a mis au jour quelques-unes de ces conditions. (...) L'activité économique est, typiquement, un mixte d'échanges où les unités s'entre-satisfont, s'entre-adaptent, réciproquement, à leurs systèmes de préférences et à leurs conduites, et de pouvoirs où les unités cherchent à s'entre-modifier, c'est-à-dire à modifier réciproquement leurs systèmes de préférences et leurs conduites*. (1963, p68)

Ce sont les contraintes publiques par l'État qui, par exemple, exproprie une zone aux fins d'urbanisme, ou sévit contre le banqueroutier frauduleux. (1963, p65) *Ce sont des contraintes privées exercées par les firmes à l'intérieur de leurs établissements (sanctions, surveillance), et entre elles (certaines réclames, les boycottages des rivaux)*, (1963, p65) Ce sont également toutes les problématiques autour de la hiérarchie décisionnelle (1963, p38).

Ce sont des contraintes sociales exercées sur le choix de travailler. *Les braves distinctions assez hypocrites, selon quoi les services du travail sont loués sans que le soit la personne ou, selon quoi on accepte ou l'on peut refuser le travail sont durement contredites (...): la nécessité économique, la sanction sociale, éventuellement la contrainte physique* (1963, pp85-86).

Enfin, *des trois procédés : l'échange marchand, la contrainte, le don, il n'y a aucune raison de retenir le premier seulement, avant enquête minutieuse et comparées sur l'économicité de chacun d'entre eux. Cette socialité marchande par laquelle l'économiste est obsédé pour des raisons historiques est visiblement débordée aujourd'hui par la recherche de cohésions sociales qui la dépassent. En tous temps, l'homme a communiqué avec son semblable tout autrement que par l'échange marchand. Dans les circonstances qu'il juge suprêmes, il cède à d'autres mobiles et emploie d'autres moyens, qui sont dissimulés dans les circonstances quotidiennes. Il vaut la peine, en réponse aux sollicitations concrètes de l'histoire, de tâcher à restituer à l'expérience économique une rationalité plus profonde et plus universelle, que celle à laquelle les interprétations courantes nous ont habitués* (1963, 1994, p16).

Le point de départ de François Perroux est marqué par son refus de s'insérer dans une approche théorique *irréaliste*. A la question de savoir si *les échanges entre égaux sont les plus fréquents, les plus décisifs et les plus significatifs pour l'interprétation de la réalité économique*, il répond clairement qu'on *peut en douter compte tenu de leur importance relative quant aux quantités et aux valeurs sur lesquels ils portent et quant à leur impact stratégique dans le milieu économique considéré* (1970). L'observation amène à considérer l'échange, la contrainte et le don, tant dans les motivations, les influences et les résultats des acteurs et des groupes économiques, sociaux et publics.

Dès lors, il s'agit de réaliser un retour à la définition de l'acteur et aux interactions entre acteurs. Aussi, François Perroux prend pour point de départ l'acteur, l'unité active et l'unité complexe, et définit de manière plus approfondi le concept de pouvoir-dominance-influence économique. De cette réalité économique, il retient deux faits essentiels, décisifs et inéliminables (1967).

D'une part les unités sont dirigées par des agents. Ces agents sont hétérogènes et inégaux : les unités qui reçoivent leur empreinte sont elles aussi hétérogènes et inégales. D'autre part les agents (et leurs unités) n'ont pas de systèmes de références indépendants les uns des autres : ils peuvent au contraire s'entre influencer; ils peuvent exercer les uns sur les autres un pouvoir. En outre, ils appartiennent à un groupe et même à plusieurs groupes, dans une société considérée. Pour deux raisons, ils ne peuvent être considérés comme isolés les uns des autres. L'action asymétrique et irréversible (au cours d'une période déterminée) est donc le noyau de toute relation d'influence et de pouvoir et se rencontre *inévitablement* quand on examine une activité sociale, économique ou non (1991).

François Perroux a consacré un ouvrage entier à la problématique du pouvoir en économie, ce *banni récalcitrant*. La première édition date de 1973, *Pouvoir et économie*, aux Éditions Dunod. Il fait partie du recueil *Pouvoir et économie généralisée*, aux Éditions des Presses Universitaires de Grenoble, 1994.

Le pouvoir comme subordination et influence est présent dans tous les domaines sociaux : religieux, artistiques, intellectuels, politiques, techniques, économiques - si l'on accepte ces étiquettes vagues dans leur acceptation triviale. Il y peut être considéré comme un pouvoir institutionnel, énoncé dans des règles du jeu relativement stables ou comme un pouvoir propre, émanant de la capacité, de la compétence, des coordonnées sociales d'un agent relativement à d'autres. Le pouvoir, du reste, se rencontre sur tous les niveaux dans un système social : au sommet, à la base et dans les zones intermédiaires. (1973, p156)

A défaut d'être fondateur, Perroux fut sans conteste inspiré et inspirateur, à l'image de ce commentaire de Joseph Schumpeter : « Ce Perroux est étonnant. J'ai découvert dans mon œuvre, à travers lui, des choses que j'ignorais » (Collectif, 1978, p197). Si les innombrables écrits de Perroux ne sont pas faciles d'accès, ils demeurent, 25 ans après sa disparition, d'une grande actualité, d'une grande cohérence et d'une grande pertinence.

Christophe **CARIOU**,
Chercheur à *EverydataLab* et professeur associé
à Sciences Po Rennes
(Rennes, le 18 janvier 2012).

Éléments bibliographiques.

- Perroux, F. (1926). Le problème du profit. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Perroux, F. (1947). "L'Amérique et les responsabilités d'une économie internationalement dominante." Économie appliquée XL(2) : 335-350.
- Perroux, F. (1948). Le plan Marshall ou, L'Europe nécessaire au monde. Paris, Librairie de Médicis.
- Perroux, F. (1951). Le capitalisme. Paris, Presses Universitaires de France.
- Perroux, F. (1954). L'Europe sans rivages. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Perroux, F. (1960). Économie et Société. Contrainte - Échange - Don. Paris, Presses Universitaires de France.
- Perroux, F. (1961). L'économie du XXe siècle. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Perroux, F. (1963). Indépendance de l'économie nationale et interdépendance des nations. Paris, Union Générale d'Éditions.
- Perroux, F. (1964). Industrie et création collective : I Saint-simonisme du XXème siècle et création collective. Paris, Presses Universitaires de France.
- Perroux, F. (1963-1975). Pouvoir et économie généralisée. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Perroux, F. (1969). Le pain et la parole. Paris, Les Éditions du Cerf.
- Perroux, F. (1970). Aliénation et société industrielle. Paris, Gallimard.
- Perroux, F. (1970). Industrie et création collective : II Images de l'homme nouveau et techniques collectives. Paris, Presses Universitaires de France.
- Perroux, F. (1981). Pour une philosophie du nouveau développement. Paris, Aubier
- Perroux, F. (1982). Dialogue des monopoles et des nations : "équilibre" ou dynamique des unités actives. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.